

Texte pour les Informations hebdomadaires du 13.7.1992

ECOSOC: Débat de haut niveau sur le renforcement de la coopération
Internationale pour le développement: Rôle du système des Nations Unies
New York, 6. - 8.7.1992

Pour la première fois, l'ordre du jour de l'ECOSOC "revitalisée" a fait place à un débat de haut niveau. Il a porté sur un seul thème: les formes de structures et de gestion du système des Nations Unies dans les domaines économiques et sociaux du développement. La Suisse y a été représentée par F. Nordmann, directeur DOI, et H.Ph. Cart, vice-directeur DDA.

Si le rapport du Secrétariat des Nations Unies présentait une analyse pertinente des principales tâches des Nations Unies pour relever les défis du développement, il était si bien balancé qu'il se terminait en queue de poisson et omettait de proposer des réformes concrètes. Un avant-propos du Secrétaire général, diffusé après coup, ajoutait heureusement une dimension politique indispensable: "L'Agenda pour la Paix" et le "Renforcement de la coopération internationale pour le développement" forment un ensemble indissociable et méritent la même attention. L'un n'est pas plus prioritaire que l'autre. Une plus grande cohérence dans les stratégies et dans les opérations doit être assurée entre les différents éléments du système onusien - et partant une plus grande efficacité - en mettant l'accent sur les complémentarités dans le cadre de mandats mieux définis et non sur un bureaucratisme centralisateur.

Le Secrétaire général inclut dans sa vision le rôle des Institutions financières et commerciales internationales (FMI, BM, ONUOCD, OATT), dont les directeurs généraux sont d'ailleurs intervenus durant le débat. En particulier, le directeur du FMI, M. Camdessus, a souligné dans le cadre des ajustements structurels l'importance des politiques sociales (dont le financement pourrait être assuré par la réduction des dépenses improductives, telles les dépenses militaires) et il s'est prononcé avec conviction en faveur de la tenue d'un sommet mondial du développement social en 1995.

Sur un plan très général, un consensus s'est dégagé pour reconnaître les mérites des propositions nordiques (cf. les informations hebdomadaires 22/92 du 25.5.92) aux plans de la détermination de stratégies globales par un forum adéquat, des politiques et du suivi des programmes par des conseils restreints, et de leur financement assuré à moyen terme. Le ministre Pronk des Pays-Bas a prolongé les idées nordiques en suggérant un certain nombre de mesures concrètes de réforme.



- 2 -

Les représentants des pays en développement reconnaissent le besoin de réformes, mais restent assez évasifs sur les contours qu'elles devraient prendre. S'ils croient y voir une occasion d'augmenter les fonds grâce à un nouveau système de contributions, ils craignent tout système qui pondérerait les votes en fonction de l'importance des contributions.

Des solutions seront certainement trouvées dans un cadre de discussion plus restreint afin que la prochaine Assemblée générale puisse prendre position. C'est pourquoi la proposition pakistanaise - reprenant en fait des suggestions finlandaise et néerlandaise - reçu un appui unanime pour créer un groupe de travail ouvert (sur le modèle du groupe présidé l'an dernier par M. Eliasson pour les questions humanitaires). Le président de la session de l'ECOSOC présidera. Les travaux du groupe auront lieu début septembre. Dans une intervention finale au ton très ferme et convaincu, le Secrétaire général a repris les idées avancées et montré qu'il entendait poursuivre avec ténacité les réformes annoncées dès son entrée en fonction. Il a également rassuré les pays en voie de développement mécontents de son premier discours qui traitait insuffisamment à leurs yeux de l'Afrique, du problème de la dette et du transfert de technologie. Il a enfin souligné l'importance de l'Agenda 21 comme élément constructif de la réforme institutionnelle au cours, sinon même comme l'un de ses axes principaux.

Dans sa déclaration, la délégation suisse a soutenu la vision exprimée par le Secrétaire général et a appuyé la position des pays scandinaves tant en ce qui concerne le bon fonctionnement des organes chargés de la coopération au développement, la définition de stratégies globales que les modes de financement.

PERMANENT OBSERVER MISSION
OF SWITZERLAND TO THE UNITED NATIONS

New York, N.Y. 10017
767 Third Avenue, 21st Floor
Tel.: (212) 421-1480
Fax: (212) 751-2104

Ref.: 713.31(92) - SIV

10. Juli 1992 10 10

TELEFAX FÜRS EDA

Deckblatt

New York, den 6. Juli 1992, 16:36

Anzahl Seiten: **Deckblatt + 2**



Klassifikation		Priorität			Nummer
Öffnen	Chiffriert	Normal	Dringend	Flash	
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	215

AN DEN TELEGRAMM-DIENST MIT DER BITTE UM ÜBERMITTLUNG AN:

EDA, GS - Presse und Information
EDA, DIO - Sektion UNO
EDA, DEH - Multilaterale Angelegenheiten
EVD, BAWI - Entwicklungsdienst
Mission Genf
Delegation Genf */fax*

ÜBERMITTLUNG DURCH UNO-MISSION NEW YORK DIREKT AN:

GEGENSTAND: ECOSOC - Beitrag für den Wochentelex vom 13. Juli 1992 über das "High Level Segment (HLS)" des ECOSOC

Beiliegend sende ich Ihnen im Auftrag von Botschafter François Nordmann, Chef der schweizerischen Delegation am HLS, den Beitrag über den randvermerkten Anlass zur Publikation im Wochentelex vom 13. Juli 1992.

Mit freundlichen Grüßen
DER BOTSCHAFTER

i.A.

Beilage

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	799. 110
EE	
R	10. JUL 1992
<i>grot</i>	<i>hce</i>
Kopie an	

ive Sieber